

## La gouvernance de l'eau pour les villes du futur

Note conceptuelle pour le projet de l'OCDE

### *Objectif du projet*

Le projet vise à produire des données factuelles sur la **relation entre les structures de gouvernance** de la gestion de l'eau dans certaines villes et la **performance des politiques de l'eau** (accès, qualité, tarifs, fiabilité de la fourniture de services, équité, soutenabilité, etc.) et d'explorer les mécanismes de gouvernance qui permettent de surmonter la fragmentation des politiques afin d'améliorer la gestion de l'eau dans les villes, y compris les outils qui favorisent les **complémentarités intersectorielles**. Cela implique d'explorer les déficits et bonnes pratiques de coordination entre les fonctions de gestion de l'eau (approvisionnement en eau potable, gestion des eaux usées, drainage, protection contre les inondations) et avec d'autres domaines de politique liés à l'eau (principalement le développement économique, l'usage des sols, l'aménagement du territoire, la biodiversité, les écosystèmes et l'énergie).

En tant que tel, le projet s'intéressera plus particulièrement à la **contribution de la gouvernance métropolitaine**, des **partenariats ruraux-urbains** et de **l'engagement des parties prenantes** en tant que réponses à la fragmentation des tâches liées à l'eau, et de favoriser la coopération entre les différents secteurs de la politique de l'eau dans une ville donnée, entre les villes et leurs environs, et entre les secteurs de l'eau et d'autres domaines de politiques publiques. **L'objectif est de favoriser la cohérence des politiques publiques et la gestion efficace de l'eau au-delà des frontières administratives et des approches sectorielles en silo.**

### *Résultats attendus*

Les résultats seront publiés dans un rapport de l'OCDE (Q3 2015) qui comprendra:

- Une **taxonomie des villes** en fonction de critères sélectionnés et exogènes au secteur de l'eau (voir la section ci-dessous) et d'une **évaluation de leur impact sur la gouvernance de l'eau** en tenant compte des tendances à venir concernant le développement urbain et de leurs implications pour la gestion de l'eau aujourd'hui et à l'avenir;
- Une **base de données couvrant une centaine de grandes et moyennes villes de pays développés et émergents**, y compris des cartographies institutionnelles de qui fait quoi dans la chaîne de l'eau et des fiches-profil par ville;
- Une analyse de la **performance des systèmes de gouvernance dans les villes sélectionnées** à partir de données comparatives et empiriques recueillies à travers un questionnaire;
- Des **bonnes pratiques internationales** pour gérer les interdépendances liées à l'eau (ressources et services) entre les institutions, les territoires et les secteurs; et
- **Un ensemble de recommandations de politiques publiques** sur la façon d'atténuer la fragmentation et d'encourager la gestion intégrée de l'eau dans les villes et leur zone d'influence.

## *Cadre conceptuel*

Le terme «ville» est utilisé pour désigner de façon générale les zones urbaines fonctionnelles couvrant une ou plusieurs petites municipalités. Sur le plan administratif, les villes sont définies et établies par des actions juridiques qui remplissent des fonctions administratives et gouvernementales. Ces unités administratives sont souvent celles pour lesquelles la politique est mise en œuvre, mais elles sont en général arbitraires et reflètent des modes de vie anciens. Les zones urbaines fonctionnelles, en revanche, sont définies par les types de peuplement et l'activité humaine (par exemple, les déplacements) et englobent souvent plusieurs villes administratives ou municipalités; elles comprennent souvent des régions rurales ainsi que par exemple, des banlieues autour des villes qui se répandent en profondeur dans les zones à faible densité. En conséquence, les limites entre les villes et les zones rurales sont souvent floues, et évoluent avec la baisse des coûts de transport et l'utilisation croissante des télécommunications et de l'informatique, qui permettent aux gens de travailler dans les villes tout en vivant dans les zones rurales. Dans ce contexte et **étant donné que l'eau transcende les frontières administratives, il est primordial de s'intéresser aux mécanismes qui peuvent aider à traiter la question de l'échelle en matière de gouvernance de l'eau selon une logique fonctionnelle plutôt qu'administrative.**

Les villes sont les endroits où la plupart des gens vivent et vivront à l'avenir et, à ce titre, ce sont des régions qui continueront à subir des pressions en termes de disponibilité et de demande en eau notamment dans les pays émergents (BRIC). En 2050, on estime que 70% de la population mondiale (86% pour les pays de l'OCDE) vivra dans des zones urbaines, avec une concentration de plus en plus importante dans les grandes villes d'un million d'habitants ou plus, en particulier dans les pays asiatiques à forte croissance. Cette tendance aura des conséquences inévitables sur la façon dont l'eau est gérée à travers les frontières administratives et les domaines de politiques publiques liés à l'eau. Il est **nécessaire de regarder de plus près les défis et les bonnes pratiques pour la gestion de l'eau à l'échelle pertinente, qu'elle soit celle de la «rurbanisation», de la métropole, du bassin ou du sous-bassin.**

Le rapport de l'OCDE (2012) «Redefining urban : A New Way to Measure Metropolitan Areas» a apporté une définition qui répond mieux au dynamisme des contextes urbains, en les classant en termes «fonctionnels». Quatre groupes de zones urbaines fonctionnelles (ZUF) - petites, moyennes métropolitaines, grandes métropolitaines - sont ainsi définies en utilisant la densité de la population pour identifier les noyaux urbains et les flux de migrations pendulaires, et permettant d'identifier la zone d'influence dont le marché du travail est fortement intégré avec les centres urbains. L'utilité des ZUF pour la politique de l'eau est de cartographier les centres de la demande en eau en milieu urbain (et d'évaluer les besoins d'investissement liés à l'eau au-delà des limites traditionnelles de la ville), mais les zones géographiques d'approvisionnement seront potentiellement très différentes, puisque l'eau transcende les frontières administratives et l'approvisionnement dépend des bassins versants, des zones de recharge, etc. Les géographies fonctionnelles dépendent de la fonction en question, c'est pourquoi dans le cas de la gestion de l'eau, **évaluer les logiques métropolitaines et hydrologiques est la clé pour traiter des liens entre les zones urbaines (où la plupart des gens vivent) et les milieux environnants (ruraux et des bassins versants) qui les soutiennent.**

Les villes sont des zones urbaines qui remplissent des fonctions administratives et gouvernementales, mais les réformes institutionnelles, les trajectoires budgétaires et les nouvelles frontières socio-économiques des villes sont en train de remodeler la gouvernance locale. En particulier, les régions métropolitaines, avec des noyaux urbains et des banlieues, représentent souvent un espace politique fragmenté, où la diversité considérable persiste dans leurs statuts juridiques, composition, pouvoir, budget et personnel, tandis que les réalités économiques et sociales appartiennent à un même "domaine fonctionnel". Dans ce contexte complexe, les contraintes financières ont généré des pressions pour des réformes territoriales dans de nombreux pays de l'OCDE afin de rationaliser les interactions entre et au sein des niveaux de gouvernement et de réaliser des gains d'efficacité. **Un examen des tendances métropolitaines dans des villes sélectionnées, membres et non-membres de l'OCDE, (consolidation des services, prestataires de service multisectoriels, entreprises publiques locales, mutation du public au privé ou du privé au public, etc.) peut aider à éclairer les leviers de gouvernance nécessaires pour une réforme de l'eau efficace dans les villes du futur.**

Les villes sont des laboratoires pour l'élaboration de politiques de développement qui peuvent varier en fonction des caractéristiques géographiques, des contraintes spatiales, de l'inclusion sociale et de la capacité

des gouvernements locaux. Leur résilience face aux chocs futurs varie en fonction de leur exposition aux défis de l'eau (qualité, quantité, et protection de l'environnement), ainsi que leurs ressources (humaines et financières), leur organisation institutionnelle, les agendas politiques et leur relation à l'innovation. **Une taxonomie des villes peut aider à clarifier l'ampleur des défis liés à l'eau et les instruments de gouvernance nécessaires pour y remédier, et pour renforcer les capacités, favoriser la cohérence et la complémentarité des politiques, assurer la responsabilisation, et catalyser les financements nécessaires.** Le projet sélectionnera des études de cas dans chaque catégorie de la taxonomie afin de mettre en exergue le besoin de réponses territorialisées et localisées.

### ***Taxonomie des villes***

Sur la base du travail de l'OCDE sur le développement urbain et les indicateurs territoriaux des dernières années, le projet proposera une **taxonomie des villes, en fonction de variables exogènes au secteur de l'eau et analysera les défis de gouvernance de l'eau qui y sont associés**, en gardant à l'esprit que les critères utilisés dans la taxonomie sont non-exclusifs pour chaque catégorie, mais peuvent être liés à des leviers et aider à identifier des réponses territorialisées et spécifiques.

L'analyse s'appuiera sur des études de cas sélectionnées, les réponses au questionnaire de l'OCDE, et les informations disponibles dans la base de données métropolitaine de l'OCDE. Le travail bénéficiera également des données factuelles issues de travaux de l'OCDE achevés ou en cours sur la gouvernance pluri-niveaux, la capacité et les investissements publics au niveau infranational, la gouvernance métropolitaine, les tendances et la gouvernance urbaines ainsi que le travail sur les villes vertes, les villes portuaires, les villes compactes et les villes vieillissantes.

- **Les villes par *taille*** (petite, moyenne, grande villes et mégapoles)

La taille d'une ville a un impact sur l'exploitation des ressources en eau, en termes de résilience et de soutenabilité. Elle a également un impact sur la prestation de services et le traitement des eaux usées en termes d'*échelle de temps* (vitesse de croissance urbaine et capacité à s'adapter aux changements) ; et en termes d'*échelle spatiale* (aménagement du territoire, territoire rural-urbain, échelle géographique strictement liées à l'eau). En outre, la demande et les effets négatifs sur l'environnement sont une fonction de l'ensemble de la zone urbaine fonctionnelle, donc en d'autres termes la taille de l'ensemble de l'agglomération. Alors que dans les mégapoles le besoin de services d'eau et d'assainissement supplémentaires pourrait affecter la flexibilité des infrastructures et nécessite de nouveaux *business models*, dans les petites villes, le problème de l'économie d'échelle pourrait affecter les investissements, dans plusieurs cas, largement négligés. À des échelles différentes, les grandes villes et les petites villes doivent faire face à des problèmes de complémentarités entre les politiques, les opérateurs et / ou les bénéficiaires des services.

- **Les villes par *modèles spatiaux ou formes urbaines*** (villes compactes, villes sujettes à l'étalement urbain, etc.)

L'organisation spatiale et les caractéristiques de densité, proximité et connectivité des villes ont un impact sur les modalités de prestation des services (organisée autour de multiples noyaux urbains connecté ou au sein du pôle urbain) et les tendances de consommation. De même, la planification stratégique de l'usage des sols a un impact sur le développement et le renouvellement des infrastructures ainsi que sur la consommation des ressources naturelles et de l'empreinte environnementale mondiale. Cette planification est généralement intégrée de façon cohérente avec d'autres politiques dans une ville compacte et insuffisante dans les villes soumises à l'étalement urbain.

- **Les villes par *structure de gouvernance*** (métropolitaine, supra-municipale, intercommunale, etc.)

Les structures de gouvernance des villes ont un impact sur les ressources naturelles, le capital et les ressources humaines disponibles pour gérer l'eau, ainsi que sur la nature du rôle des autorités locales (régulateur, facilitateur, ou fournisseurs de services) et la manière dont elles gèrent les interdépendances entre les institutions, les territoires et les domaines de politique. L'impact de structures de gouvernance données sur les résultats de la politique de l'eau doit être davantage examiné, car elles peuvent influencer en particulier la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, et réduire la fragmentation.

- **Les villes par dynamiques physiques et de croissance démographique** (expansion des villes en ce qui concerne le territoire en opposition aux villes stables ou en décroissance)

Les questions liées à la dynamique de croissance peuvent affecter les agendas politiques sur l'eau et remettre en question la capacité des gouvernements locaux à gérer efficacement les ressources en eau tout en faisant face à la dégradation de l'environnement et aux tendances économiques. Les tendances de décroissance et d'expansion ont une influence sur les besoins en infrastructures de l'eau, à la fois par des changements dans le calendrier de la demande et en modifiant la composition des finances publiques puisque la base se rétrécit ou s'étend. L'expansion crée le plus souvent des pressions et des conflits à la frange périurbaine. Mais la diminution de la consommation en eau potable et la quantité du débit qui y est associé peut nuire au bon fonctionnement des réseaux d'approvisionnement et créer des zones de stagnation, ce qui pourrait avoir des conséquences en matière d'hygiène. De même, l'impact environnemental de l'expansion des villes et la façon dont nous « urbanisons » ont un impact sur la demande en eau et les besoins d'investissement. Ces tendances d'urbanisation doivent être prises en compte lors des choix stratégiques des investissements liés à l'eau et compte tenu des *business models* appropriés pour la fourniture de services (par exemple, favoriser les options à faible coût en lieu des infrastructures à grande échelle conçues pour une durée de vie de 50 à 100 ans pour accueillir la population croissante)

### **Analyse des implications et des tendances en matière de gouvernance de l'eau**

Pour chaque catégorie de la taxonomie suggérée ci-dessus, le projet vise à fournir des indications sur les **liens entre des tendances de pression et des modèles de gouvernance adoptés, ainsi que sur la relation entre les structures de gouvernance et les résultats** en termes de qualité de l'eau, de quantité d'eau, d'approvisionnement en eau potable et assainissement, et de protection contre les inondations. La taxonomie, basée sur des critères exogènes aux arrangements et aux politiques de l'eau, permettra de voir comment les villes dans des circonstances similaires font appel à des solutions de gouvernance différentes.

Le projet permettra également d'identifier les obstacles communs à la **capacité des pouvoirs publics** à faire face à de tels défis et les bonnes pratiques pour assurer l'efficacité de la coordination de politiques transverses. Une attention particulière sera également accordée à des **objectifs de politique de la ville** considérés comme des **leviers** de réformes de gouvernance de l'eau (par exemple, réduction des externalités environnementales négatives dans les *villes vertes*, la régénération urbaine à travers de nouvelles approches d'"esprit d'entreprise en milieu urbain" dans des villes compétitives). L'analyse permettra de relier la taxonomie des villes avec les leviers de changement, les implications en matière de gouvernance pour les fonctions de gestion de l'eau, les complémentarités possibles entre les secteurs liés à l'eau, et des mécanismes de gouvernance qui peuvent apporter des solutions. Par exemple;

- **La gestion de la quantité d'eau** est intrinsèquement liée à l'évolution de la population et des tendances d'urbanisation, qui influencent à la fois la demande et la disponibilité en eau. Ceci a des implications en matière de gouvernance pour les différentes catégories d'utilisateurs (hydroélectricité, l'exploitation minière, l'agriculture, l'industrie, les ménages, etc.) et des lieux (zones rurales et urbaines), en particulier en termes d'information, de suivi, de capacité et les besoins de participation du public à l'échelle pertinente.
- **La gestion de la qualité de l'eau** nécessite un examen plus approfondi des possibilités de supprimer les goulets d'étranglement liés à l'aménagement du territoire (et l'association avec les eaux usées par exemple) pour être en mesure d'adopter une vision à long terme.
- **L'approvisionnement en eau potable et assainissement** est affecté par des changements dans l'organisation spatiale des villes, ainsi que la mobilité de la main-d'œuvre et la fracture urbaine, en particulier pour certaines catégories de la population urbaine telles que les migrants urbains-ruraux, ou des populations vivant dans des bidonvilles. Assurer une offre suffisante et durable des services d'eau potable et d'eaux usées dans les villes peut être un défi quand les goulets d'étranglement en matière de gouvernance (fragmentation, manque de capacité, corruption, cadres réglementaires faibles, mise en œuvre défaillante) entravent la mobilisation des fonds nécessaires pour renouveler les infrastructures obsolètes par exemple.

- **La protection contre les inondations** nécessite des instruments de gouvernance pour prévenir, gérer et se remettre des catastrophes liées à l'eau. Les villes soumises aux risques d'inondation côtière sont situées à la fois dans des pays en développement rapide comme l'Inde et la Chine (par exemple, Kolkata, Shanghai, Guangzhou) et dans des pays plus riches comme les États-Unis (par exemple, Miami, New York City), les Pays-Bas (par exemple Rotterdam, Amsterdam) et le Japon (par exemple Tokyo, Osaka). Identifier les obstacles de gouvernance pour améliorer la planification et la mobilisation des besoins d'investissement dans la modernisation des infrastructures de l'eau est importante.

### ***Favoriser des complémentarités entre politiques publiques à l'échelle pertinente: un examen des expériences dans les villes***

Parce que l'eau transcende les frontières administratives, **les villes ne peuvent pas à elles seules répondre à l'ampleur des défis liés aux dynamiques économiques, sociales et environnementales**. Elles ont absolument besoin de leur zone d'influence non seulement parce que les bassins versants transcendent les limites administratives, mais aussi parce que de nouvelles formes de partenariats public-public, privé-privé, et public-privé peuvent aider à mieux gérer l'eau comme responsabilité partagée.

Mettre en œuvre efficacement des solutions technologiques, financières et innovantes exige des cadres de bonne gouvernance qui répondent aux problématiques à «l'échelle pertinente», apportent des solutions locales à des problèmes locaux, clarifient *qui fait quoi*, et incitent les parties prenantes des secteurs publics, privés et à but non lucratif à la coopération, ainsi que les organes formels et informels dans un même zone fonctionnelle. D'où la nécessité d'approfondir l'examen des complémentarités intersectorielles au sein et entre les zones urbaines pour développer des politiques urbaines et de l'eau cohérentes et qui se renforcent mutuellement.

- **Comprendre qui fait quoi**, à quel niveau, est une première étape pour identifier les déficits potentiels, les liens et les pistes pour une meilleure interconnexion de la gestion de l'eau avec des domaines de politiques publiques connexes. Le projet fournira une cartographie institutionnelle des fonctions clés de gestion de l'eau dans des études de cas spécifiques et analysera les déficits identifiés dans la répartition des rôles et des responsabilités qui pourraient nuire à la capacité à faire face aux défis de l'eau.
- Les **incitations institutionnelles pour la coordination horizontale et verticale au niveau inférieur** (entre les villes, les régions, les bassins versants) et **supérieur** entre différents domaines de politiques (entre les ministères et organismes publics) est la clé de la mise en œuvre de décisions intégrées à différents niveaux. Le projet permettra de recueillir et d'analyser les bonnes pratiques dans certaines villes en termes d'outils et de stratégies pour remédier à la fragmentation et favoriser les interdépendances au sein et au-delà de la chaîne de l'eau.
- **L'engagement des parties prenantes**, comme un instrument de gouvernance, peut aider à sécuriser la volonté de payer pour les services d'eau ; sensibiliser sur les enjeux de l'eau actuels et futurs ; assurer la responsabilité des gestionnaires de la ville et des prestataires de services vis-à-vis des utilisateurs finaux et des citoyens ; gérer les conflits sur la répartition de l'eau ; assurer l'acceptabilité politique des différents modèles de propriété ; et fixer des objectifs convergents entre les domaines politiques. Le projet fournira un aperçu, dans certaines villes, des outils et des pratiques en place pour encourager l'engagement des parties prenantes ainsi que leur contribution pour atteindre les objectifs visés.
- **Les partenariats ruraux-urbains** sont essentiels à la gestion intégrée de l'eau entre les villes et leur zone d'influence, et pour des politiques de l'eau cohérentes, l'usage des sols, l'aménagement du territoire et la protection de la nature. Le projet fournira un aperçu des mécanismes utilisés dans les régions urbaines et rurales sélectionnées pour gérer conjointement l'utilisation et la préservation des ressources en eau avec un accent particulier sur les eaux souterraines (épuisement), et les écosystèmes, avec des avantages de grande valeur sur le paysage et les équipements.
- **La gouvernance métropolitaine** en tant que mécanisme de mutualisation des ressources et des capacités à l'échelle critique recevra également une attention particulière. Le projet fournira des indications sur la contribution des outils de gouvernance métropolitaine pour relier le centre urbain de la région métropolitaine avec une partie importante de la zone d'influence urbaine pour les secteurs de l'eau et connexes, y compris les tendances récentes de création d'entreprises publiques multisectorielles.

## **Questions de politiques publiques qui sous-tendent le projet**

- Quels sont les leviers économiques, spatiaux et environnementaux de la gouvernance de l'eau en milieu urbain?
- Comment la gouvernance *adaptative* peut-elle faire face aux incertitudes liées aux scénarios futurs et aux projections sur l'eau? (par exemple, l'impact du changement climatique, les liens entre les eaux souterraines et les écoulements de surface, etc.)
- Comment la *vitesse* et l'*ampleur* de la croissance urbaine affectent les solutions de gouvernance nécessaires, en gardant à l'esprit que ce qui peut fonctionner pour des grandes villes de l'OCDE peut être insuffisant pour les mégalo-poles asiatiques à croissance rapide?
- Certains types de villes (par exemple par formes urbaines, par structure de gouvernance, par défi de l'eau) sont-ils plus ou moins performants pour produire des résultats en matière de gestion de l'eau? Pourquoi?
- La répartition actuelle des rôles et des responsabilités est-elle généralement claire? Si oui, quelles institutions sont importantes, comment fonctionnent-elles et comment vont-elles évoluer? Si non, quelles inadéquations dans la chaîne de l'eau doivent être résolues et comment améliorer l'interconnexion entre les secteurs de la politique de l'eau?
- Les objectifs de la politique de l'eau sont-ils généralement clairs? La capacité de mise en œuvre est-elle démontrée? Le cas échéant, comment cela nuit-il à la performance des institutions?
- Quelles retombées ou interconnexions avec les secteurs liés à l'eau doivent être prises en compte pour la gestion de l'eau dans une ville donnée?
- Comment pouvons-nous construire des complémentarités entre les politiques publiques en tenant compte des limites administratives, des zones fonctionnelles et des logiques hydrologiques?
- Quels outils et stratégies peuvent aider à surmonter la fragmentation et à assurer la cohérence des politiques entre de multiples parties prenantes et secteurs? Où se situent les bonnes pratiques?
- Quels sont les mécanismes de financement public qui peuvent aider à engager les différents partenaires locaux dans la prestation de services de qualité et la gestion efficace des ressources en eau dans une zone fonctionnelle?

## **Méthodologie et processus**

Le projet s'appuie sur **une enquête exhaustive de l'OCDE dans plus de 100 grandes et moyennes villes de pays développés et émergents**, pour recueillir des données qui seront croisées avec la base de données des régions métropolitaines de l'OCDE (données sur la population, le PIB, etc.). Le questionnaire cible le(s) département(s) municipal(aux) avec des responsabilités dans la gestion de l'eau, indépendamment du type de prestataire de services (public, privé, mixte). Les réponses doivent être fournies par les *experts techniques* et non des personnalités *politiques* de la municipalité concernée. Dans le cas de régions métropolitaines, les données demandées doivent concerner la ville-centre de la région métropolitaine, mais le questionnaire explore les liens entre la ville-centre et les villes environnantes. Les membres de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau de l'OCDE fourniront une aide cruciale pour mobiliser les autorités locales au sein de leurs pays/réseaux respectifs.

Les données factuelles de l'enquête de l'OCDE permettront de **tirer des conclusions en tenant compte de la situation économique, sociale et environnementale des villes analysées et des variables liées à la forme urbaine, la taille, la structure de gouvernance, et aux modèles démographiques.**

Outre les réponses au questionnaire, les villes auront l'occasion de présenter des **études de cas** sur des pratiques innovantes en matière de gouvernance de l'eau. Cette information qualitative permettra d'identifier des bonnes pratiques à travers le monde et faire la lumière sur la gamme d'options pour développer des réponses de gouvernance adaptatives face aux chocs futurs.

Une **analyse typologique** sera menée afin de synthétiser l'information selon plusieurs dimensions, en utilisant une méthode de classification hiérarchique. Cela permettra d'identifier des groupes de villes pour compléter la taxonomie, et de synthétiser les multiples dimensions qui les décrivent. Cette méthode vise à identifier les différences entre les groupes; entre les modèles de gouvernance; et la relation entre les structures de gouvernance et les résultats des politiques de l'eau.

Le projet sera développé de **façon itérative et inclusive**. Un groupe de travail sera mis en place au sein de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau et tous les participants à l'enquête seront informés et engagés tout au long du cycle du projet. Une série de **webinaires** permettra de discuter des résultats à différentes étapes, et un atelier sera organisé début 2015 pour discuter des recommandations de politiques publiques et catalyser les réactions d'un large éventail de parties prenantes. Le rapport préliminaire sera examiné par les pairs lors de la 5<sup>ème</sup> réunion de l'initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, et soumis pour observations et déclassification aux organes et comités compétents de l'OCDE.

### ***Chronologie***

- **Juillet - Août 2014:** collecte des données (parmi plus de 100 villes invitées à répondre à l'enquête de l'OCDE en ligne)
- **Septembre - Octobre 2014:** Collecte d'études de cas
- **24-25 Novembre 2014:** Examen d'une note préliminaire présentant les résultats de l'enquête lors de la 4<sup>ème</sup> réunion de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, au siège de l'OCDE, Paris
- **Janvier 2015:** Discussion du rapport préliminaire dans un atelier (dates et lieu à confirmer)
- **26 mai 2015:** Examen par les pairs du rapport préliminaire lors de la 5<sup>ème</sup> réunion de l'initiative de l'OCDE la gouvernance de l'eau, à Edinburg
- **Q3 2015:** Lancement final du rapport «Gouvernance de l'eau dans les villes » (dates et lieu à confirmer)

### ***Coordonnées***

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

- Aziza Akhmouch, Chef du Programme de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau: [aziza.akhmouch@oecd.org](mailto:aziza.akhmouch@oecd.org) (+ 33 1 45 24 79 30)
- Oriana Romano, Analyste des politiques publiques, [Oriana.romano@oecd.org](mailto:Oriana.romano@oecd.org) (+33 1 45 24 76 86)